La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion

Richard Banégas, Bruno Losch

▶ **To cite this version:**

Richard Banégas, Bruno Losch. La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion. Politique africaine, 2002, 3 (87), pp.139-161. 10.3917/polaf.087.0139 . hal-01017912

HAL Id: hal-01017912

https://sciencespo.hal.science/hal-01017912

Submitted on 3 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

RICHARD BANÉGAS ET BRUNO LOSCH

LA CÔTE D'IVOIRE AU BORD DE L'IMPLOSION

LE 19 SEPTEMBRE 2002, UNE NOUVELLE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT A PLONGÉ LA CÔTE D'IVOIRE DANS UNE SITUATION DE GUERRE OUVERTE. QUI SONT CES REBELLES QUI ONT PRIS LE CONTRÔLE DE LA MOITIÉ NORD DU PAYS ? LA RADICALISATION ULTRANATIONALISTE DU RÉGIME GBAGBO PEUT-ELLE FAIRE BASCULER LE PAYS VERS LA GUERRE CIVILE ET L'« ÉPURATION ETHNIQUE » ? QUE PEUVENT FAIRE LA FRANCE ET LES PAYS DE LA RÉGION ? APRÈS AVOIR RAPPELÉ COMBIEN L'IVOIRITÉ, LA TRANSITION MILITAIRE DE L'ANNÉE 2000 ET L'IMPUNITÉ AVAIENT MINÉ L'ÉDIFICE NATIONAL, L'ARTICLE SOULIGNE LE POTENTIEL DE VIOLENCE DE LA CRISE ACTUELLE ET INSISTE SUR LES RISQUES D'INTERNATIONALISATION D'UN CONFLIT QUI POURRAIT EMBRASER TOUTE LA SOUS-RÉGION.

Pour son dossier spécial sur la Côte d'Ivoire de juin 2000 (n° 78), qui faisait suite au premier putsch de l'histoire du pays fin 1999, *Politique africaine* avait retenu pour titre « la tentation ethnonationaliste ». Après avoir rappelé dès mars combien la « voie était étroite [1] », les tensions rapides au sein de la coalition gouvernementale mise en place par le Comité national de salut public (CNSP) – incluant en particulier le Front patriotique ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo et le Rassemblement des Républicains (RDR) d'Alassane Ouattara –, le ralliement formel du FPI aux thèses de l'identité nationale puis l'éviction de fait du RDR du second gouvernement de la transition en mai et, enfin, la dégradation rapide du climat politique nous avaient conduit à alerter sur les risques encourus par le pays.

L'élection présidentielle tronquée d'octobre 2000, son dénouement chaotique et les premiers mois de la II^e^ République, marqués par des violences inconnues, semblaient conduire à une « impasse » politique [2] sauf, pour le nouveau pouvoir de L. Gbagbo, à gérer habilement les futures échéances électorales et la

1. B. Contamin et B. Losch, « Côte d'Ivoire : la voie étroite », *Politique africaine*, n° 77, mars 2000, pp. 117-128.
2. B. Losch, « L'impasse ivoirienne », *in* Observatoire permanent de la coopération française, *Rapport annuel 2000*, Paris, Karthala, 2000, pp. 201-212.

réintégration des différents partis dans le jeu politique national [3]. Depuis cette date, des efforts ont certes été accomplis sur la voie de la « réconciliation », la tenue d'un Forum national et la mise en place d'un gouvernement d'ouverture, en août 2002, semblant marquer une certaine « pacification » et une normalisation du jeu politique [4]. Mais, avec la mobilisation par la presse quotidienne d'une rhétorique « ethnonationaliste » exacerbée, le virus de l'ivoirité, lentement distillé et manipulé depuis près de dix ans par les pouvoirs politiques successifs, a poursuivi ses dégâts – en profondeur – dans la société et la classe politique ivoiriennes.

Depuis le 19 septembre 2002, la Côte d'Ivoire est en situation de guerre. Confronté à une « rébellion » qui a réussi à prendre le contrôle d'une bonne partie du pays, le régime de Laurent Gbagbo se trouve désormais au pied du mur ; et le chef de l'État, qui souffre depuis son élection d'un déficit de légitimité, voit désormais son pouvoir réellement et tragiquement contesté. Aujourd'hui, alors qu'un cessez-le-feu semble accepté par les deux parties un mois après le début du conflit, sous la forte pression de la France et de la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), la situation conjoncturelle reste éminemment volatile et les scénarios de sortie de crise incertains. Car la Côte d'Ivoire, après avoir clairement succombé à la « tentation », s'est bien enfoncée dans l'impasse. Même si la crise en cours se termine effectivement rapidement, quatre semaines de piétinements, de tentatives de médiation, de guerres de communiqués, d'hystérie médiatique et de « poussée rebelle » laisseront des dommages durables : des centaines de morts, militaires et civils, des populations en fuite, un pays factuellement divisé, une économie considérablement affectée, des crispations communautaires, une peur de l'Autre et du lendemain dont le spectre de la guerre civile n'est désormais plus absent. Mais les enjeux de la crise actuelle vont bien au-delà de la lutte pour le pouvoir à Abidjan. Car ce nouvel accès de violence, inégalé dans ce pays symbole de la stabilité en Afrique, pourrait aussi à terme dégénérer et s'étendre à toute la sous-région, avec des effets désastreux pour la stabilité des pays voisins mais aussi pour toute la zone franc.

MUTINERIE, COUP D'ÉTAT, AGRESSION EXTÉRIEURE ET/OU RIVALITÉS INTÉRIEURES ?

La probabilité d'instrumentalisations croisées

Il est bien sûr impossible, en pleine crise, alors que les informations sont partielles, contradictoires et largement instrumentalisées par les différents protagonistes, de prétendre démêler l'écheveau d'une situation chaotique. On ne peut que rappeler rapidement les différentes hypothèses en présence.

Les évènements des 19 et 20 septembre dernier ont bien évidemment surpris par leur ampleur, leur violence et leur forte charge symbolique, avec notamment l'assassinat du général Gueï (ancien président de la junte et chef de l'État pendant la période de transition) et du ministre de l'Intérieur E. Boga Dougou ainsi que de leurs proches. Ce qui était apparu aux premières heures de la crise comme une mutinerie d'une partie de l'armée a rapidement été présenté par le gouvernement comme une tentative de coup d'État avortée du général Gueï puis, très vite – devant l'improbabilité d'une telle thèse –, comme une agression d'origine extérieure. D'abord non désignée, cette agression a instantanément été attribuée par la presse nationaliste [5] au Burkina Faso et, selon la rhétorique en vigueur, à ses alliés « nordistes » et donc aux musulmans et à des éléments ouattaristes de l'armée.

Très rapidement, A. Ouattara lui-même, sous protection française depuis le 19 septembre [6], a été désigné comme le commanditaire ou le financier de cette tentative de coup d'État, sans toutefois qu'aucune preuve formelle n'ait pu être avancée, *Le National* allant jusqu'à proposer un complot franco-ouattariste associant, pêle-mêle, le ministre français de l'Intérieur (Nicolas Sarkozy), le groupe Bouygues, Ouattara et le général Gueï [7] ! Le quotidien français *Le Monde*, en décrivant le « vrai visage de la rébellion », dont la base arrière serait apparemment le Burkina Faso, et en suggérant qu'elle puisse agir pour le compte « d'un État et d'un homme politique ivoirien [8] », a donné du poids à cette hypothèse, ce qui a bien sûr entraîné une surenchère de la presse ivoirienne dès le lendemain [9]. Dans l'entretien qu'il a accordé au journal *Le Monde* le

3. Sur la période de transition, voir également M. Le Pape et C. Vidal (dir.), *Côte d'Ivoire, l'année terrible 1999-2000*, Paris, Karthala, 2002. La parution de l'ouvrage alors que nous mettions la revue sous presse n'a pas permis d'en faire une analyse, qui sera proposée dans la Revue des livres du numéro de décembre.

4. Le gouvernement de coalition du 5 août a vu le retour de quatre ministres RDR dans l'équipe gouvernementale, dont il était exclu depuis mai 2000. Ce retour du RDR avait été précédé par la reconnaissance de la nationalité ivoirienne à Alassane Ouattara, qui avait très largement pesé dans le débat local depuis son éviction de la course présidentielle d'octobre et des élections législatives de décembre 2000 pour nationalité « douteuse ».

5. *Le National* ou *L'Œil du peuple* sont les titres les plus virulents ; mais *Notre Voie*, le quotidien du FPI au pouvoir, ancienne presse d'opposition, a adopté une posture identique. Ce journal titrait en une le 24 septembre 2002 : « Blaise Compraoré, le déstabilisateur démasqué ».

6. Ouattara, menacé à son domicile, s'était réfugié à l'ambassade d'Allemagne limitrophe puis, à la demande du gouvernement ivoirien, à l'ambassade de France.

7. La complicité de Bouygues est notamment avancée car le groupe a acquis les secteurs de l'eau et de l'électricité lors des privatisations conduites par le Premier ministre Ouattara entre 1990 et 1993. Voir « Complot contre la Côte d'Ivoire », dossier spécial, *Le National* du 10 octobre 2002.

8. S. Smith, « Côte d'Ivoire : le vrai visage de la rébellion », *Le Monde* du 11 octobre 2002.

9. P. D. Tayoro, « Voici les bailleurs de fonds des terroristes », *Notre Voie*, 12 octobre 2002.

15 octobre 2002, le chef de l'État ivoirien a formellement dédouané le leader du RDR tout en assénant toutefois : « Qu'il comprenne qu'on n'obtient rien par la force. »

Dans cette situation éminemment complexe, une des hypothèses les plus probables est l'instrumentalisation d'une grogne structurelle des militaires par divers groupes d'intérêts et factions politiques, ou encore celle du télescopage de projets de conjuration simultanés et concurrents. Autrement dit, un coup à double ou triple détente. Une mutinerie de militaires refusant la démobilisation (les contingents dits « zinzins » et « bahéfouê » engagés par Gueï) semble avérée : elle n'est que la manifestation récurrente des crises qui secouent une armée ivoirienne déstructurée depuis 2000 qui avait auparavant connu un long déclassement dans les années 1990 [10]. L'hypothèse que cette « révolte » devait déboucher sur un coup d'État n'est pas certaine mais elle a, à l'évidence, été rapidement exploitée et très vite appuyée et renforcée par les militaires en rupture de ban qui avaient pris le chemin de l'exil juste avant et après la chute de Gueï. Que ces militaires installés en dehors des frontières aient bénéficié d'appuis directs de groupes militaro-affairistes dans les pays voisins et d'une complicité passive des États limitrophes, en particulier le Burkina, voire le Liberia, est fort probable [11].

Mais, parallèlement à sa propre structuration (voir *infra*), ce mouvement a également pu être instrumentalisé, voire attisé à dessein par certains proches du pouvoir. Une autre interprétation de la crise est ainsi apparue dans la presse internationale, voyant dans la violence de ce « vrai-faux » coup d'État la manifestation de luttes d'influence au sein du FPI, traversé depuis longtemps par de sourdes rivalités. Selon cette lecture, la mutinerie ne serait qu'une mise en scène, masquant « un règlement de comptes déguisé [12] » au cœur du gouvernement, notamment entre les deux hommes forts du régime : Moïse Lida Kouassi, le puissant ministre de la Défense – mis à l'écart depuis par le chef de l'État pour « résultats militaires insuffisants » –, et Émile Boga Doudou, le ministre de l'Intérieur assassiné. Les « mutins » n'auraient alors été que des hommes en service commandé, aux ordres de l'un ou l'autre de ces faucons du FPI, ayant chacun le contrôle d'un pan de l'appareil de sécurité (armée et gendarmerie).

Cette thèse est sans doute intéressante, mais elle n'explique pas tout, notamment pas l'ampleur des mouvements de troupe en province. La situation est à l'évidence plus complexe. On ne peut exclure que de hauts responsables politiques et militaires aient été au courant de ces projets de putsch et que ces évènements aient été mis à profit par certains tenants du pouvoir pour éliminer les protagonistes les plus gênants de la scène politique ivoirienne, à savoir Gueï, qui venait de retirer avec fracas son parti de la coalition gouvernementale [13], et

surtout Ouattara. Mais cette thèse des instrumentalisations croisées ne rend pas non plus compte de toute l'histoire de cette mystérieuse rébellion, qui semble également avoir sa propre dynamique.

Une rébellion sans visage ?

Peu à peu, ces « rebelles » ont fait connaître des visages. Tout d'abord des sous-officiers, porte-parole incertains et inconnus, progressivement plus assurés grâce aux tribunes offertes par des médias internationaux en quête d'interlocuteurs représentatifs. Parmi eux figurent en particulier l'adjudant Tuo Fozié et le sergent Chérif Ousmane qui commandent les troupes rebelles de Bouaké. Mandingue originaire du Nord-Ouest (Odienné), âgé de 38 ans, le premier est devenu porte-parole officiel du mouvement en signant, le 17 octobre, l'accord de cessez-le-feu avec les médiateurs de la Cedeao. Tandis que le second, originaire de l'Ouest (Danané), haranguait les foules et tentait de faire passer un message de « réconciliation nationale ». Mais ils ne sont pas les seuls représentants de cette mystérieuse rébellion : l'adjudant-chef Massamba Koné, chef des rebelles de Korhogo, le sergent-chef Irénée Kablan, le caporal Diarrasouba, surnommé « Zaga-Zaga », et le sergent-chef Souleymane Diomandé, dit « La Grenade », y prétendent également.

Pour la plupart, ces « chefs rebelles » ont un passé militaire et politique en commun [14]. À l'instar de Fozié et de Chérif, ils ont été recrutés au début des années 1990 dans le fameux corps d'élite de la Firpac (Force d'intervention rapide parachutiste commando) ; ils ont été formés sous les ordres du général Gueï et ont été parmi les « jeunes gens » les plus actifs du coup d'État de 1999.

10. G.-A. Kieffer, « Armée ivoirienne : le refus du déclassement », *Politique africaine*, n° 78, juin 2000, pp. 26-44.
11. Voir l'article cité de S. Smith, et « Côte d'Ivoire, le scénario catastrophe », *Africa Confidential*, n° 411, 30 septembre 2002. Le Liberia est curieusement peu cité, alors que la présence de combattants anglophones dans les rangs « rebelles » a été rapportée par plusieurs journaux. Il ne faut pas sous-estimer le potentiel de déstabilisation issu du long conflit du Sierra Leone et du Liberia, où le Burkina et la Libye ont joué un rôle connu, à l'origine de réseaux basés sur le trafic illicite d'armes, de drogues et de matières premières (voir le dossier spécial sur les pays de la Mano River dans le numéro de *Politique africaine* à paraître en décembre 2002).
12. Pour reprendre le titre de l'article de C. Ayad dans *Libération* du 23 septembre 2002.
13. Gueï avait créé son propre parti – l'Union pour la paix et la démocratie en Côte d'Ivoire (UDPCI) – dont le secrétaire général, Balla Keita, ancien ministre d'Houphouët-Boigny et conseiller spécial de Bédié, avait été assassiné début août dans des conditions mystérieuses à Ouagadougou.
14. Voir « Portraits de mutins », *La Lettre du continent*, n° 408, 3 octobre 2002, p. 5, le portrait de Chérif Ousmane en dernière page de *Libération*, 16 octobre 2002, ainsi que l'article de S. Smith cité en note 8.

Comme bon nombre des mutins de décembre, ils ont fait l'expérience des conflits sur des théâtres extérieurs, notamment au sein de la Misab à Bangui, d'où ils sont revenus endurcis et mobilisés. Autre point commun : certains ont servi comme gardes du corps d'Alassane Ouattara lorsque celui-ci était Premier ministre. Durant la transition militaire de l'année 2000, ils ont été remerciés de leur soutien par des postes clés dans la garde rapprochée de Gueï ou dans des unités d'élite. Mais ils ont également joué un rôle important dans les diverses factions armées et milices – les Brigades rouges, Cosa Nostra, la Camorra – qui ont essaimé à l'époque et se sont illustrées par leurs exactions. Enfin et surtout, tous ces sous-officiers rebelles ont connu la répression et l'exil. Lorsque le général Gueï enfourcha à son tour le cheval de l'ivoirité, certains de ces nordistes, de sensibilité ouattariste, se sont sentis trahis puis menacés. Exclus des positions de responsabilité, arrêtés et réprimés, ils ont nourri de forts ressentiments contre le régime, au point de se retourner contre leur mentor en montant plusieurs conjurations, notamment le « vrai-faux » complot de septembre qui allait conduire à de sévères purges au sein de la junte. Selon certaines informations, ce seraient même eux qui, le 22 octobre 2000, auraient mené l'attaque de la garde de Gueï qui refusait la victoire électorale de Laurent Gbagbo [15] ! Étrange paradoxe… Quelques mois plus tard, pourtant, les 7 et 8 janvier 2001, ces mêmes personnages seront impliqués dans une nouvelle tentative de coup d'État, venue du nord, qui allait se retourner contre eux. Pourchassés par les autorités, ils prirent la fuite dans les pays voisins : au Ghana, au Liberia, au Mali et surtout au Burkina Faso, où ils reçurent un accueil plutôt favorable de la part d'un régime qui ne cachait pas ses réticences vis-à-vis de Laurent Gbagbo. C'est là, dans la banlieue de Ouagadougou, que la rébellion actuelle semble s'être organisée, sous la houlette d'une des organisations miliciennes évoquées plus haut : Cosa Nostra, dirigée par le sergent-chef Ibrahim Coulibaly, dit « IB », un des hommes forts de la junte de Gueï avant d'être écarté et exilé en août 2000. Selon *Le Monde*, cette structure aurait « fourni le noyau organisationnel à l'insurrection » avec l'aide d'un « généreux bailleur de fonds [16] ».

Le régime de Blaise Compaoré était-il au courant de cette conjuration, voire complice de celle-ci ? A-t-il soutenu financièrement et militairement la rébellion ? Ou bien les appuis proviennent-ils d'ailleurs, notamment de réseaux politico-militaires transnationaux ayant acquis une certaine forme d'autonomie ? L'hypothèse n'est pas à écarter, étant donné la situation de régionalisation de la guerre que connaît la zone depuis le conflit libérien et les implications burkinabè dans celui-ci. Il est actuellement impossible de répondre de manière catégorique à ces interrogations. Selon « IB », les rebelles « n'ont reçu aucune aide, ni matérielle, ni financière, presque rien [17] », du Burkina. Une partie des

réponses réside sans doute dans ce « presque rien ». Car, sans tomber dans les accusations caricaturales de la presse nationaliste ivoirienne, on peut légitimement s'interroger sur l'attitude du pouvoir burkinabè à l'égard de ces militaires ivoiriens en rupture de ban, logés dans des villas officielles où ils ont semble-t-il organisé leur rébellion sans être inquiétés. Que tout cela se soit déroulé à l'insu des autorités paraît assez improbable.

Quoi qu'il en soit, on constate que la rébellion des premiers jours s'est progressivement étoffée. Elle a notamment reçu le renfort de contingents de *« dozo »*, ces confréries de chasseurs-guerriers néotraditionnels qui remplissent des fonctions de gardiennage, de protection et d'autodéfense non seulement dans le nord de la Côte d'Ivoire mais aussi dans les pays voisins. Depuis le début des troubles, des centaines de combattants *dozo*, auxquels on prête des pouvoirs magiques, seraient venus du Burkina et du Mali pour soutenir leurs « frères » ivoiriens. Ils s'ajoutent aux jeunes recrues, sans formation militaire, qui ont été mobilisées par les rebelles au fur et à mesure de leur avancée – au besoin par la force, comme l'a révélé le 19 octobre un rapport d'Amnesty International dénonçant l'utilisation d'« enfants-soldats ». Ils s'agrègent surtout aux colonnes les plus importantes de cette rébellion constituée d'une part des mutins « zinzins » et « bahéfouê » de la première heure, et d'autre part des sous-officiers exilés [18] au Burkina Faso qui sont désormais aux commandes.

La mutinerie initiale, qu'elle ait été ou non un prétexte au déclenchement des évènements, s'est donc rapidement muée en une véritable rébellion. Elle a aussi pris un tour plus politique. Alors qu'au début, le mouvement exprimait des intérêts catégoriels et des frustrations sociales de sous-officiers marginalisés, le message s'est politisé et radicalisé : début octobre, les rebelles exigeaient le départ du président Gbagbo et l'organisation d'une table ronde pour évoquer tous les problèmes du pays, en particulier la fin des exclusions ethniques, puis la mise en place d'une période de transition et l'organisation de nouvelles élections. La rébellion a également changé de nature en se structurant et en se dotant, au fil des jours, des attributs d'une organisation partisane, dénommée le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI),

15. *La Lettre du continent, op. cit.*
16. S. Smith, « Côte d'Ivoire : le vrai visage de la rébellion », art. cit.
17. « "IB" parle enfin », *L'Inter* (Abidjan), 12 octobre 2002.
18. Encore faudrait-il distinguer entre les militaires gueïstes qui avaient rompu avec la junte et s'étaient enfuis à l'étranger avant l'arrivée au pouvoir de Laurent Gbagbo, et ceux qui sont partis en exil après octobre 2000, et notamment après le coup d'État manqué de janvier 2001.

avec un site Internet [19] et, depuis peu, un « secrétaire général », Guillaume Soro Kigbafori. Ce jeune leader n'est pas un inconnu de la politique ivoirienne. Ancien dirigeant de la FESCI, le puissant syndicat étudiant proche du FPI de Laurent Gbagbo, il a joué un rôle important dans la mobilisation estudiantine contre le régime Bédié, au point d'être surnommé « le Che ». Il le paya de fréquents séjours en prison. Mais, à la suite de dissensions politiques au sein de la FESCI, il prit ses distances avec le FPI, partit à l'étranger, et se rapprocha du RDR de Ouattara au point de devenir l'un des colistiers d'Henriette Diabaté, numéro 2 du parti, lors de la campagne pour les législatives de décembre 2000. Même s'il le fit en se prévalant d'une étiquette d'« indépendant », ce compagnonnage politique nourrit aujourd'hui les soupçons d'une partie de l'opinion ivoirienne, prompte à voir dans la rébellion du 19 septembre la main de Ouattara. Nombre d'indices convergent en effet vers le RDR : l'origine des militaires rebelles, la trajectoire politique de leur représentant civil, la publication sur le site du MPCI des seuls articles du *Patriote*, le quotidien du RDR, etc. Pourtant, les rebelles s'en défendent et rejettent même le parrainage supposé d'« Ado » : « Notre combat n'a rien à voir avec lui, déclarait ainsi G. Soro, puisqu'il n'a pas suffisamment de courage pour dire que notre combat est juste [20]. » Les instances dirigeantes du RDR, de leur côté, réfutent évidemment toute collusion. De fait, on ne peut exclure l'hypothèse que ce mouvement ait été lancé, de façon autonome, par des dissidents de la mouvance ouattariste, déçus par les atermoiements de leurs leaders, en connexion avec les groupes de sous-officiers exilés, des responsables politiques ou militaires haut placés au Burkina et en Côte d'Ivoire et des réseaux transnationaux d'armement ou de financement. Pour l'heure, toutefois, aucune preuve ne peut être établie. N'en déplaise à la presse ultranationaliste d'Abidjan, l'écheveau de la rébellion est assurément plus complexe qu'un simple complot ouattariste.

UN ÉDIFICE NATIONAL MINÉ DE L'INTÉRIEUR

L'ivoirité, sous-produit d'une crise structurelle

Quelle que soit l'origine factuelle de ce qui se joue aujourd'hui, et par-delà les manipulations politiques immédiates, cette crise exprime en fait l'éclatement de tensions historiques qui pourraient très vite dégénérer en guerre civile. Les évènements renvoient d'abord, et en premier lieu, à une grave crise de légitimité du politique, qui n'a pas su répondre aux multiples défis d'un pays qui a connu un déclassement international accéléré depuis les années 1980. Comme l'avait rappelé le dossier de la revue consacré à la Côte d'Ivoire [21], ce déclassement correspond à l'incapacité du pouvoir politique à s'adapter aux

nouvelles règles du jeu de la mondialisation : la perte des avantages qu'offraient les protections et les rentes antérieures, tant au plan économique sur les marchés des matières premières agricoles qu'au plan géopolitique grâce au rôle de relais de l'Occident à l'époque des blocs, a privé le pays de ressources appréciables qui étaient nécessaires à une gestion clientéliste permettant de calmer les revendications régionales et catégorielles.

La longévité politique d'Houphouët-Boigny, le père de l'indépendance, l'extrême concentration du pouvoir entre ses mains et son interprétation erronée de la nouvelle donne ont empêché les adaptations nécessaires qui eussent signifié une remise en cause radicale des positions de pouvoir. L'ouverture du jeu politique a eu lieu trop tard, alors que toute marge de manœuvre avait disparu et que le pays était devenu, sous couvert d'une dette extérieure insoutenable, l'otage des conditionnalités des agences internationales. Malgré l'aspect paisible de la Côte d'Ivoire d'Houphouët, il ne faut pas sous-estimer combien le déficit démocratique du régime et la logique de cour en vigueur ont empêché l'apparition d'un personnel politique d'opposition, suffisamment étoffé pour permettre l'émergence d'un débat sur des alternatives de gouvernement et l'avenir du pays. Par ailleurs, le retour au multipartisme en 1990 dans un contexte de grave crise économique et sociale, la gestion brutale des mouvements sociaux par le Premier ministre Alassane Ouattara (avec le vote d'une loi anti-casseurs en 1992), puis la guerre de succession à la mort d'Houphouët-Boigny fin 1993 ont considérablement crispé le jeu politique, qui a vite tourné en un affrontement de prétendants plutôt qu'en une confrontation de projets.

C'est Konan Bédié, successeur constitutionnel au décès d'Houphouët-Boigny, qui, le premier, a eu recours explicitement à la rhétorique nationaliste pour mieux écarter A. Ouattara, qui apparaissait comme son challenger principal pour les élections présidentielles de 1995. Il n'avait toutefois pas la primeur de ce registre, qui avait préalablement été utilisé par L. Gbagbo, lors des premières élections pluralistes en 1990, afin de stigmatiser un pouvoir houphouëtien ayant recours au vote des étrangers pour consolider un pouvoir contesté par le « peuple ivoirien[22] ». En revanche, c'est bien le régime

19. M. Tostevin, « Ivory Coast's warriors take war to the Web », *Reuters*, Abidjan, 16 octobre 2002.
20. Cité par E. Comarin, « Les mutins s'affichent en civil », *RFI Actualités*, 16 octobre 2002.
21. Voir également B. Losch, « Coup de cacao en Côte d'Ivoire : économie politique d'une crise structurelle », *Critique internationale*, n° 9, 2000, pp. 6-14.
22. Sur l'enracinement historique puis la polarisation du débat public autour de la question des « étrangers » et des « Ivoiriens », voir J.-P. Dozon, « La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethnonationalisme », *Politique africaine*, n° 78, juin 2000, pp. 45-62.

Bédié et ses thuriféraires, relayé par des intellectuels dévoyés, qui a forgé le concept d'ivoirité et, surtout, qui l'a médiatisé en offrant le référentiel très ethnocentrique d'une Côte d'Ivoire enracinée dans l'univers akan dont il était issu [23].

Mais l'ivoirité a ensuite poursuivi son chemin : en offrant des clés de lecture simplifiées et rapidement simplistes sur la place légitime des « étrangers » et des « nationaux » entre lesquels, comme le rappelle J.-P. Dozon, se situent les habitants du nord du pays – lorsqu'on adopte le point de vue d'un Sud aux contours incertains –, elle a contribué à une régionalisation puis, très vite, à une ethnicisation du champ politique. Cette radicalisation de la problématique de l'ivoirité est largement le résultat d'une instrumentalisation du débat à des fins partisanes et de conquête du pouvoir. Mais elle entre aussi en résonance avec des tensions sociales plus anciennes liées à la crise de l'emploi urbain et surtout à la crise agraire qui se manifestent par une mobilisation très virulente de l'autochtonie. On se trouve ainsi en présence d'une configuration assez classique et récurrente, quels que soient le lieu ou l'époque, où, en l'absence de solutions à une situation de crise, l'Autre devient un bouc émissaire utile pour tenter d'exorciser les maux du pays.

Les dégâts de la transition

C'est dans ce contexte de tension identitaire, qui avait connu un premier paroxysme en 1999 avec les préparatifs de l'élection présidentielle de 2000 – marqués par la dérive répressive d'un régime Bédié sentant les évènements lui échapper [24] –, qu'est survenu le « putsch de velours » du 24 décembre 1999. En permettant de faire baisser brutalement la pression interne du pays, le coup d'État a été perçu comme un cadeau donné aux Ivoiriens par un général Gueï à l'allure débonnaire, vite surnommé le « père Noël en treillis ».

Mais l'embellie a été fugace. Des fissures sont apparues très vite au sein du gouvernement de coalition et le débat politique est retombé en quelques semaines dans les ornières profondes de l'ivoirité, relancé de plus belle par ses anciens contempteurs. La perspective de l'élection présidentielle d'octobre 2000, maintenue par la junte militaire comme échéance à la transition, a déchaîné les luttes partisanes et les principaux protagonistes n'ont pas hésité à de radicaux revirements de position et d'alliances. Durant cette période instable, marquée par plusieurs soubresauts d'une armée tiraillée par les luttes factionnelles, par les ambitions personnelles et par une troupe ayant pris goût à la revendication musclée, c'est à l'évidence Laurent Gbagbo qui a été le meilleur tacticien. Il a réussi sa conquête du pouvoir suprême en « dribblant » tous les prétendants, sans hésiter sur les reniements et l'entérinement des règles du jeu qui lui étaient favorables (notamment la mise hors course constitutionnelle de

Ouattara), alors que l'hypothèse de la victoire du leader du FPI paraissait irréaliste à une grande partie de l'opinion encore sous l'emprise du PDCI, resté parti unique de fait pendant trente ans.

En effet, alors que le FPI avait fait alliance avec le RDR dans un Front républicain contre le PDCI depuis 1995 (avec notamment le boycott de la dernière élection présidentielle qui avait miné la légitimité de Bédié) et que L. Gbagbo réaffirmait encore fin 1999 son soutien à des élections ouvertes et sans exclusion, le FPI a très vite fait de la surenchère en comparant sa représentation au sein du gouvernement de la junte avec celle du RDR, puis en portant le débat sur la nationalité et l'attribution des cartes d'identité, attaquant ensuite le RDR comme complice de fraude sur ces cartes et, enfin, en disqualifiant Ouattara comme ancien représentant de la Haute-Volta dans des instances internationales. Le FPI enfourchait ainsi sans état d'âme les thèmes d'exclusion du régime Bédié tout en s'alliant de fait avec le PDCI, son ennemi d'hier. Parallèlement, après avoir joué l'ouverture et juré son absence d'ambition personnelle, le général Gueï radicalisait la transition en renforçant le poids des militaires dans le gouvernement. Puis, après une révision constitutionnelle, approuvée par référendum le 23 juillet, qui fournissait des arguments légaux pour l'exclusion de Ouattara de la compétition, il s'y lançait lui-même en tant que « candidat du peuple », après avoir cherché à se faire désigner sans succès comme le candidat du… PDCI, dont il était le tombeur.

Après neuf mois d'expectative sur fond de crise larvée et de rumeurs de coups d'État, la bataille présidentielle s'est finalement jouée à guichet fermé. Dans un climat de forte tension marqué par le recours à l'état d'urgence, la Cour suprême n'a validé que cinq candidatures sur dix-neuf postulants, éliminant Ouattara mais aussi tous les prétendants du PDCI. Les deux ténors en lice étaient dès lors Gbagbo et Gueï mais, alors que, pour la première fois de son histoire, la Côte d'Ivoire disposait d'une Commission nationale électorale indépendante (CNE) pour le dépouillement du scrutin, l'élection du 22 octobre a tourné à la débâcle : après avoir suspendu le dépouillement, Gueï a tenté un hold-up électoral et constitutionnel en s'autoproclamant président. Gbagbo a alors appelé ses militants, ses électeurs et tous les opposants à la dictature à

23. Voir notamment les travaux de la Curdiphe (Cellule universitaire de recherche et de diffusion des idées et actions politiques du président Henri Konan Bédié), *L'Ivoirité, ou l'esprit du nouveau contrat social du président H. K. Bédié,* Presses universitaires d'Abidjan, 1996.

24. Avec notamment l'exacerbation du débat autour de la nationalité de Ouattara, candidat déclaré à la présidentielle, puis l'arrestation, l'emprisonnement et la condamnation de l'équipe dirigeante et de députés RDR (octobre) et enfin un mandat d'arrêt contre Ouattara et l'interdiction de toute manifestation par le gouvernement.

descendre dans la rue pour chasser l'usurpateur, en se déclarant lui-même vainqueur de l'élection sur la base des décomptes obtenus par son propre parti. La méthode a été efficace, puisque les forces armées se sont désolidarisées de Gueï. Mais elle s'est immédiatement retournée contre Gbagbo, car la rue et les partisans de Ouattara, évincé du scrutin, sont aussitôt venus lui demander des comptes et de nouvelles élections. Gbagbo a alors décidé de passer en force en ignorant les contestations et en se rangeant derrière la légalité, avec la publication tardive (le 26) des résultats officiels par la CNE. Avec 59 % des suffrages contre 33 % à Gueï, Gbagbo était effectivement le vainqueur de cette élection restreinte où… 62 % des Ivoiriens avaient toutefois choisi de s'abstenir et de marquer leur désapprobation (le PDCI et le RDR avaient appelé au boycott). Le refus de ce verdict par une partie de la population a débouché sur deux jours de violences d'une gravité exceptionnelle, absolument inconnue en Côte d'Ivoire, qui ont immédiatement dégénéré en oppositions ethniques et religieuses, attisées depuis plusieurs années par le régime Bédié. Ainsi la concurrence FPI-RDR, malgré la tentative « bonapartiste » de Gueï, a débouché sur une confrontation fratricide et caricaturale entre « chrétiens du Sud » et « musulmans du Nord » ; et le calme n'a pu être ramené que par un appel commun de Gbagbo et Ouattara, sans lequel le pays courait tout droit à la guerre civile.

La question principale, surtout à la lumière des évènements actuels, est bien sûr le coût de la tactique retenue en 2000 par Laurent Gbagbo. Il est certes le président élu de la II^e^ République – et il a pour lui incontestablement la légalité constitutionnelle, qui lui a permis d'adopter autant que possible une position logique de refus de tout compromis avec les « rebelles » –, mais il est aussi l'otage d'une légitimité politique contestée du fait des conditions mêmes de son élection au « forceps », avec 62 % d'abstention et une opposition décimée. Nous connaissons bien sûr d'autres situations nationales où le jeu électoral a conduit à des décalages entre l'opinion du pays profond et les résultats d'un scrutin… mais les tensions qui traversent la société ivoirienne sont porteuses de périls qui permettent difficilement de s'accommoder d'un coup électoral.

En contrepoint, il convient aussi de rappeler avec force que la tactique adoptée par le RDR et par son chef, s'enferrant dans sa propre candidature, pèse lourdement et durablement sur la situation politique du pays. Car le panorama ivoirien aurait pu être radicalement différent si le RDR avait joué la carte d'une candidature alternative, changeant ainsi complètement l'équation électorale et la vie politique ivoirienne.

« Culture » de l'impunité et apprentissage de la violence

La présidence de Laurent Gbagbo a donc débuté sous de très mauvais auspices et les premiers mois n'ont guère permis l'apaisement. En effet, dès les élections législatives de décembre, le refus de la candidature à la députation de Ouattara a entraîné encore une fois un boycott du RDR et le scrutin, qui n'a pas pu se tenir dans la plupart des circonscriptions du nord du pays (29 sièges non attribués), n'a obtenu que 33 % de participation. En janvier 2001, le gouvernement annonçait même avoir déjoué une tentative de coup d'État.

Mais ensuite la vie politique s'est progressivement normalisée, sous la pression notamment des partenaires de la Côte d'Ivoire – en particulier l'Union européenne [25] – qui en faisaient une condition de la reprise de la coopération économique et financière. La tenue d'un Forum de la réconciliation nationale d'octobre à décembre 2001 a constitué le point d'orgue du processus, avec notamment la prise de parole des quatre leaders des courants politiques nationaux : Gueï, Ouattara, Bédié et Gbagbo. La tenue d'élections locales pluralistes courant 2002 – municipales en mars et départementales en juillet – et la victoire de l'opposition RDR dans de nombreuses circonscriptions et grandes villes (notamment Bouaké, Korhogo mais aussi Gagnoa dans le fief de Gbagbo) ont laissé croire que le pays avait retrouvé un cours apaisé.

L'illusion a cependant été de courte durée, et elle n'a concerné que ceux qui voulaient y croire, comme le révèlent dramatiquement les violences actuelles qui avaient connu une première flambée, vite circonscrite, lors des élections de juillet. Violences qui rappellent surtout combien le mal est profond, les rancœurs tenaces et comment la complaisance envers une presse haineuse – surtout lorsqu'elle est proche du pouvoir – peut préparer des lendemains tragiques. Il convient sur ce point essentiel d'insister sur ce qui apparaît comme un problème structurel central de la Côte d'Ivoire aujourd'hui : l'impunité. En effet, les évènements de la transition et les nombreuses atteintes aux droits de l'homme qui en ont résulté sont – à ce jour – restés impunis. Ils ont ainsi insidieusement accrédité l'idée que tout était possible, hors de toute sanction, minant encore plus les fondements de la démocratie et de l'État de droit, mais aussi la légitimité de tous les pouvoirs. Lorsqu'il est possible de « braquer », voire de tuer pour « se servir », sans risques aucuns de poursuites ni de sanctions, c'est tout l'édifice d'une nation qui est en péril et miné de l'intérieur.

À cet égard, le Forum de la réconciliation nationale pourrait bien ne rester qu'un trompe-l'œil car, s'il a permis l'expression sans limites des griefs des différentes composantes de la société ivoirienne, jouant le rôle d'une catharsis

25. Voir C. Hartmann, *Côte d'Ivoire. A Prevention Case for EU Policy*, Berlin, Conflict Prevention Network, 2001.

nationale, il a aussi favorisé le « grand déballage » des frustrations et des rancœurs enfouies, y compris les plus anciennes, comme celles liées aux évènements les plus sombres de l'houphouëtisme. Ainsi, la caractéristique principale du Forum ivoirien, à la différence de la Commission vérité et réconciliation sud-africaine, est qu'il s'est déroulé sans aucun lien avec la justice et qu'il a de fait contribué, en rappelant les délits passés et en ravivant les haines, à entretenir et à ancrer une culture de l'impunité qui grève lourdement la construction de perspectives d'avenir.

Cette perception ne peut qu'être renforcée par la symptomatique réunion de Yamoussoukro en janvier 2002 où, sous couvert d'entériner les acquis du Forum, les leaders de l'« opposition » ont avant tout négocié avec le président Gbagbo, qui la nationalité pour Ouattara, qui le statut d'ancien chef de l'État pour Gueï, qui les avantages d'ancien président de la République pour Bédié. Mais qu'en est-il des responsabilités qui restent à établir et à juger pour les crimes, les atteintes aux droits de l'homme et les violences de la transition, sans parler du déni de justice concernant le « charnier de Yopougon [26] », et encore moins des détournements de fonds et autres malversations issus de pratiques beaucoup plus anciennes mais qui ont durablement sali et déprécié la classe politique ? À qui ont profité et qui a commandité les exactions des « PC-crise », « Camora », « Cosa Nostra » et autres « Brigades rouges » qui ont semé la terreur pendant que la junte était au pouvoir ?

Face à une telle démission, qui contribue à une banalisation de la violence, la fuite en avant dans la rhétorique « ethnonationaliste » et l'appel à la haine pratiquées dans une surenchère terrifiante par les médias depuis le début de la crise actuelle font craindre le pire : les radios et télévisions étrangères – qui auraient pu offrir des clés de lecture différentes – ont été interdites ou empêchées physiquement d'émettre, tout comme certaines radios locales réputées proches du RDR, et les journalistes étrangers font l'objet d'un harcèlement permanent. Il ne manquerait que quelques mots d'ordre pour que tout s'embrase dans un enchaînement fatal.

VERS UNE RADICALISATION ET UNE INTERNATIONALISATION DU CONFLIT ?

« Nous allons les nettoyer [27] » : la radicalisation ultranationaliste du pouvoir

Dès le début de l'insurrection, le pouvoir a adopté une attitude de confrontation radicale avec les rebelles et leurs « soutiens » supposés, refusant d'engager le dialogue [28] ou de signer les premiers accords de cessez-le-feu négociés par la Cedeao. Laurent Gbagbo a pour lui le droit et la légalité républicaine

et il pouvait à juste titre chercher d'abord à les faire respecter en refusant toute discussion avec les séditieux. Mais il apparaît qu'il est aussi l'otage de sa propre équation personnelle, car accepter une recherche d'accord avec les rebelles équivaudrait de fait à saper encore plus une légitimité politique déjà bien fragile, et concurremment ses marges de manœuvre pour un rétablissement ultérieur. À l'évidence, l'incapacité du pouvoir à mater rapidement la rébellion sur le terrain et la montée des pressions internationales l'ont obligé à lâcher du lest.

Cependant, à la faveur des événements, une dynamique de radicalisation nationaliste et de verrouillage politique s'est enclenchée, lourde de menaces pour l'avenir du pays. Stigmatisant à la fois l'agression extérieure et l'ennemi intérieur, le gouvernement s'est engagé dans une politique systématique de perquisitions et d'arrestations visant principalement les militants du RDR ou de l'UDPCI, le parti gueïste. De hauts responsables du parti de Ouattara (Ali Keïta, le porte-parole, Ousmane Camara, le directeur de campagne d'Henriette Diabaté, T. Coulibaly, etc.) ont été arrêtés et tenus au secret ; d'autres ont été tout simplement exécutés par les forces de sécurité, tels des membres de la famille d'Amadou Gon Coulibaly, numéro 3 du RDR. Craignant pour leur vie, nombre de militants ou de sympathisants de l'opposition se cachent. De façon plus générale, tous ceux qui ont des noms à consonance nordiste s'inquiètent et cherchent parfois à se faire établir de faux papiers d'identité pour échapper aux contrôles. En province, la traque des cadres de l'opposition est également importante, selon les organisations de défense des droits de l'homme. La répression touche la presse d'opposition et la « chasse aux sorcières » s'étend même aux médias d'État, dont certains animateurs, d'origine nordiste, ont été privés d'antenne.

Encouragées par le discours du président Gbagbo appelant à « nettoyer les quartiers précaires », les forces de sécurité ont ratissé les faubourgs populaires, abritant une forte proportion de population immigrée, brûlant et pillant les maisons. Les maires des communes d'Abidjan ont même exhumé des

26. Il s'agit de l'exécution sommaire de près d'une centaine de personnes retrouvées dans cette banlieue d'Abidjan en octobre 2000 lors des troubles qui ont accompagné l'élection présidentielle, dont les responsabilités n'ont pas été établies par la justice ivoirienne lors d'un procès discuté.
27. « Nous avons réussi à neutraliser tous ceux qui s'étaient infiltrés à Abidjan. Et nous allons continuer le travail en poursuivant systématiquement tous ceux qui se sont retranchés dans les quartiers précaires. Nous allons les nettoyer. » Discours de Laurent Gbagbo tenu le 20 septembre à son retour de Rome, où il était en voyage officiel. *Notre Voie*, 21 septembre 2002.
28. Voir par exemple le rejet de la proposition de médiation de Seydou Diarra, ancien Premier ministre de la transition et ex-président du Forum de réconciliation nationale.

décrets, signés en juillet 2002, imposant le « déguerpissement » et la destruction des zones « insalubres » de Cocody et d'Adjamé. Des milliers de personnes ont ainsi été victimes de cette politique de la « terre brûlée », violentées et rackettées par les gendarmes, qui ont commis de très nombreuses exactions. Mais il ne faut oublier que, dans les zones contrôlées par les rebelles, des violences similaires ont également été constatées par Amnesty International.

Organisée par divers mouvements de « patriotes », une partie de la population participe à cette campagne contre l'ennemi intérieur, en finançant l'« effort de guerre » ou en manifestant bruyamment dans les rues d'Abidjan. Les grandes entreprises privées versent leur écot et, surtout, les planteurs de café et de cacao ont offert 10 milliards pour contribuer à « anéantir les envahisseurs »[29]. Les étudiants, mobilisés par la Fesci et le « général » Blé Goudé[30], font des « descentes » dans les rues, armés de machettes, et scandent des slogans hostiles au RDR, au Burkina et… à la France. Des milliers de volontaires ont même souhaité prendre la direction de Yamoussoukro et de Bouaké pour « libérer le pays », avant d'être raisonnés par le gouvernement. C'est sans doute là que résident les plus grands risques de violence : chauffée à blanc par les slogans guerriers du pouvoir et la rhétorique ultranationaliste de la presse, une fraction de la population civile pourrait très rapidement verser dans la logique de l'« épuration ethnique » et les règlements de comptes qu'elle entraîne, y compris entre voisins.

Le poison de la xénophobie, en effet, a pénétré au plus profond de la société et, ce faisant, il a changé de nature : la perception des étrangers s'est « ethnicisée », les critères d'identification fondés sur le terroir, l'autochtonie, la « culture », voire la religion, prenant désormais le pas sur les critères économiques et sociaux qui présidaient auparavant à l'affirmation des différences. Désormais, l'étranger n'est plus seulement l'immigré, c'est le « Dioula », le nordiste ou le musulman. Mais c'est aussi l'allochtone quel qu'il soit ; bref, c'est devenu le voisin. Dans ce contexte, la radicalisation ultranationaliste du pouvoir peut se révéler explosive. Ce risque est renforcé par deux facteurs belligènes qui sont actuellement sous-estimés.

D'une part, une dynamique de « milicianisation » croissante qui a vu, ces dernières années, se multiplier sur tout le territoire des structures d'autodéfense sur le modèle des « *dozo* », et qui se manifeste également par des tendances à l'autonomisation des factions au sein de l'armée. Ces tendances scissipares s'étaient considérablement accélérées sous le régime Gueï avec la multiplication des bandes armées évoquées plus haut. Parvenu au pouvoir, le président Gbagbo a tenté de restaurer la discipline républicaine des Fanci, mais cette remise en ordre est restée incomplète, l'armée étant toujours minée par des rivalités personnelles, régionales et politiques. La répression tous

azimuts et les exactions dont se sont rendues responsables les « forces de l'ordre » depuis le 19 septembre semblent indiquer que certains corps militaires échappent en partie au contrôle de l'État. La gendarmerie notamment paraît fonctionner de façon relativement autonome, laissant craindre de graves débordements.

D'autre part, le facteur religieux. À écouter les discours des responsables politiques, à lire la presse nationale, on constate que la radicalisation politique du pouvoir se nourrit d'une puissante rhétorique de la « lutte contre les forces du mal » qui puise à la fois dans le registre « post-11 septembre » de la lutte contre le terrorisme islamiste international, et dans le registre néopentecôtiste de la lutte contre le démon et les pouvoirs sorciers (les rebelles étant, par exemple, stigmatisés comme « *bahéfouê* », *i. e*. sorciers). Désormais, il ne s'agit plus de lutter contre les forces du mal que chacun porte en soi [31], mais de se débarrasser d'un « ennemi intérieur » clairement désigné. Les versets de la Bible nourrissent alors les discours millénaristes de « prophètes » qui, tel Adou, prédisaient que « les années 2001 et 2002 serviraient à l'élimination progressive de tous les ennemis de cette Nation avant qu'il ne la fasse entrer dans la prospérité [32] ». Ce discours semble fortement peser sur l'attitude du pouvoir : Laurent Gbagbo lui-même s'est entouré de conseillers issus de cette mouvance et son épouse, très influente dans les premiers cercles du pouvoir, est une néopentecôtiste fervente. Leurs interventions sont très fortement marquées par ces références, comme en témoigne le discours présidentiel du 8 octobre qui se voulait pourtant apaisant : « Que le Dieu tout-puissant qui sait tout ce qui s'est passé et tout ce qui arrive bénisse la Côte d'Ivoire et qu'il nous libère des méchants [33]. » Cette rhétorique est extrêmement mobilisatrice dans la partie méridionale du pays qui connaît une croissance exponentielle des nouvelles Églises. Elle contribue, non sans risque, à radicaliser un conflit « nord-sud » qui s'exprime *in fine* sur le mode de l'altérité et de la stigmatisation religieuses, auxquelles le RDR, faut-il le rappeler, a lui aussi contribué (en présentant son champion comme victime de sa confession musulmane).

29. Selon Henri Amouzou, président de la Bourse café-cacao, cité par *SoirInfo* du 4 octobre 2002. Ce financement provient des cotisations obligatoires prélevées sur chaque kilogramme commercialisé. Dans la pure tradition de gestion de la rente cacaoyère, les planteurs n'ont bien sûr pas été consultés.
30. Blé Goudé est l'un des successeurs de Guillaume Soro, aujourd'hui chef politique du MPCI, comme secrétaire général de l'organisation.
31. Selon la logique mise en évidence dans les articles du dossier de ce numéro sur « Les sujets de Dieu ».
32. *Notre Voie*, n° 1302, lundi 30 septembre 2002.
33. Discours du président Gbagbo à la nation, *in Fraternité Matin* du 9 octobre 2002.

La France prise au piège ?

Consciente de ces dérives et des risques d'explosion générale, la France a hésité à s'engager directement dans le règlement de la crise ivoirienne. Dès le déclenchement de la rébellion, Laurent Gbagbo avait pourtant sollicité un appui militaire en vertu des accords de défense. Mais, considérant que cette crise était avant tout « ivoiro-ivoirienne », Paris s'est limité dans un premier temps à la seule « sécurisation » des ressortissants étrangers, allant jusqu'à les évacuer de Bouaké et Korhogo avec un appui ponctuel – mais tout à fait novateur dans l'ancien « pré carré français » – des États-Unis, qui voulaient protéger leurs propres nationaux.

Néanmoins, la présence des troupes françaises a modifié les rapports de forces sur le terrain, en bloquant notamment l'avancée de la rébellion vers Abidjan. Sur le plan diplomatique et militaire, la France se trouvait ainsi dans le piège d'une position intenable, étant prise à partie à la fois par les rebelles et le pouvoir en place, puisque certains députés et même le ministre de la Défense, Moïse Lida Kouassi, l'ont accusée de gêner la reconquête du Nord. Si l'on ajoute le fait qu'Alassane Ouattara avait été accueilli dès le 19 septembre à l'ambassade de France, il n'en fallait pas plus pour que se déchaîne une violente campagne anti-française dans les médias et dans la rue, qui ne s'est pas apaisée malgré un engagement supplémentaire auprès du gouvernement avec l'octroi d'un soutien logistique. Certes, ce sentiment anti-français n'est pas nouveau et il s'était déjà manifesté notamment sous la forme d'un nationalisme économique visant les positions hégémoniques de certains groupes industriels hexagonaux dans les télécommunications, l'eau, l'électricité et les transports. Il s'inscrit dans le prolongement logique d'une mobilisation de la xénophobie qui ne vise plus seulement les immigrés ouest-africains mais exprime aussi, d'une certaine manière, le besoin de secouer le joug postcolonial. À bien des égards, la crise que traversent aujourd'hui les relations franco-ivoiriennes apparaît ainsi comme la manifestation d'une volonté de « seconde indépendance » qui avait été constamment repoussée depuis la mort d'Houphouët. Il est assez symptomatique de voir Laurent Gbagbo légitimer sa position de fermeté en évoquant l'incompréhension culturelle de l'Occident et en comparant sa position à celle de Robert Mugabe, héros de l'indépendance du Zimbabwe mis au ban de la communauté internationale, mais soutenu par ses pairs [34].

En fait, les atermoiements de Paris en Côte d'Ivoire n'expriment pas simplement les hésitations d'une droite française peu encline à sauver un régime qui affichait plutôt ses accointances avec le Parti socialiste [35]. Ils traduisent les impasses d'une politique africaine de la France qui, depuis le Rwanda, a fait de la doctrine du « ni-ni » – « ni ingérence, ni indifférence » – sa seule ligne de conduite. Après les événements de Brazzaville et de Bangui, la décision prise

par le gouvernement Jospin de ne pas intervenir lors du coup d'État du général Gueï en décembre 1999 a constitué le premier acte fort de cette nouvelle doctrine appelée à faire « jurisprudence ». À l'époque, ce choix résultait d'un long bras de fer avec la cellule africaine de l'Élysée, où officiait Michel Dupuch… ex-ambassadeur à Abidjan pendant quinze ans. Désormais, la nouvelle majorité se heurte au même dilemme et ne peut plus arguer des contraintes de la cohabitation pour justifier l'inaction ou le laisser-faire. Depuis les débuts de la crise, le Quai d'Orsay, l'Élysée mais aussi l'état-major tentent de maintenir une position médiane dans la lignée du « ni-ni » jospinien, incluant la sécurisation des ressortissants, un soutien logistique et l'appui à une « solution africaine aux problèmes africains », *via* la Cedeao. Mais cette position est-elle tenable ? Les dilemmes sont aujourd'hui bien plus importants qu'en 1999 : en raison du fort ressentiment anti-français qui place les 18 000 ressortissants dans une position difficile, en raison bien sûr des intérêts économiques en jeu dans ce pays considéré comme une vitrine de la France en Afrique, mais aussi du fait de la configuration géopolitique du conflit qui, en cas d'aggravation des tensions avec le Burkina Faso, pourrait conduire la diplomatie française à des arbitrages difficiles entre deux de ses plus fidèles alliés dans la région, avec qui elle est liée par des accords de défense du même type. Pour la « nouvelle politique africaine de la France », la crise ivoirienne constitue donc l'heure de vérité. Que l'armée française ait accepté un délicat rôle d'interposition temporaire dans le contrôle du cessez-le feu en attendant l'arrivée d'une force de la Cedeao est-il un signe de la poursuite de cette politique du « ni-ni » ou, au contraire, celui d'une volonté désormais assumée de rejouer un rôle de gendarme, ou plutôt de gardien de la paix, en Afrique francophone ? Il est trop tôt pour en juger, d'autant que les positions au sein de l'appareil de décision français ne sont pas toutes convergentes.

Les dynamiques de l'internationalisation

Dans ce contexte, le pouvoir ivoirien semble jouer sur plusieurs registres : d'une part, s'assurer du soutien indéfectible de la France, tout en laissant se dérouler des manifestations de plus en plus agressives devant les symboles de

34. Voir l'entretien accordé par le président Gbagbo au quotidien *Le Monde* du 15 octobre 2002.
35. Le FPI est membre de l'Internationale socialiste, qui a justement tenu une réunion de son comité Afrique à Abidjan le 18 octobre. L'ancien ministre de la Coopération, Charles Josselin, et le délégué Afrique du Parti socialiste français Guy Labertit – très proche de L. Gbagbo –, tous deux présents, y ont très certainement fait passer des « messages ».

la présence française (l'ambassade et la base militaire)[36] ; d'autre part, rechercher des appuis parmi ses pairs africains, à la fois pour éviter une trop grosse dépendance à l'égard de Paris mais aussi pour pallier sa tiédeur dans la crise actuelle. Il n'est pas sûr cependant que les alliés africains répondent tous présents, comme en témoignent les réticences de certains lors du sommet de la Francophonie à Beyrouth. Il n'est pas sûr non plus que la Cedeao puisse remplir son rôle de médiation, tant l'organisation est minée par les rivalités - internes : l'échec du premier round de négociation, après le sommet d'Accra ; la reprise en main du processus par le président Wade – au grand dam d'Eyadema et d'Obasanjo – et les chausse-trappes que ses rivaux ne manqueront pas d'ouvrir ; les risques que comporte la mise sur pied d'une force d'interposition de type Ecomog démontrent si besoin était que la résolution régionale de la crise ivoirienne comporte de fortes hypothèques.

Aussi le gouvernement ivoirien s'est-t-il tourné vers l'Angola, qui a fourni quelques tanks et des armes, mais aussi des conseillers militaires pour la reconquête, hautement symbolique, de Daloa, qui correspondait à l'avancée la plus méridionale des rebelles, en pleine zone cacaoyère. Ce coup de main[37] a notamment permis d'offrir une plus honorable position de négociation à L. Gbagbo et la signature d'un cessez-le-feu. Mais l'implication du régime du MPLA auprès de celui de Gbagbo soulève bien des interrogations : doit-elle simplement se comprendre comme un « renvoi d'ascenseur » de Luanda aux nouvelles autorités d'Abidjan qui, depuis octobre 2000, ont mis fin au soutien que procuraient Houphouët et son successeur à l'Unita ? Comme une volonté manifeste de l'Angola d'étendre sa zone d'influence politico-militaire aux dépends, notamment, du Nigeria et, par rébellion interposée, de donner une leçon au régime de Blaise Compaoré qui, lui, n'a pas stoppé son commerce d'armes et de diamants avec l'Unita ? Ou encore d'accroître cette influence en acceptant de jouer un rôle d'auxiliaire de la politique française, comme ce fut le cas au Congo-Brazzaville en 1997 ? Cette dernière hypothèse de la « sous-traitance » française à un « État-pivot », sous couvert de médiation régionale de la Cedeao, ne doit pas être écartée dans le contexte d'indécision de la politique française du « ni-ni ». Mais l'implication de l'Angola peut tout aussi bien traduire la perte progressive d'influence de la France dans la région et l'autonomisation croissante des États africains à l'égard de l'ex-puissance coloniale. La mise en place d'une étroite coopération sécuritaire entre la Côte d'Ivoire et l'Angola depuis deux ans est là pour le prouver. Quoi qu'il en soit, on peut légitimement douter des capacités de « *peacekeepers* » des soldats angolais, au vu de leurs performances au Congo-Brazzaville ou en RDC…

Ce soutien angolais témoigne à lui seul de l'internationalisation croissante de la crise ivoirienne. Quelle que soit l'issue des négociations en cours, il faut se rendre à l'évidence : ses développements et sa conclusion ont désormais une dimension régionale, en raison des flux de population que pourrait entraîner la violence, des rivalités de puissance au sein de la Cedeao, mais aussi – on l'oublie trop souvent – des connexions établies de longue date par la Côte d'Ivoire avec les autres conflits de la région. Tout comme le Zaïre de Mobutu était partie prenante d'un écheveau de conflits s'étendant du Soudan à l'Angola, la Côte d'Ivoire a joué un rôle majeur dans l'économie de guerre des pays du fleuve Mano (le port de San Pedro servant notamment à l'exportation du bois libérien et celui d'Abidjan à l'importation d'armes). De fait, si la Côte d'Ivoire bascule dans la guerre, on peut redouter, à terme, que s'enkyste autour d'elle un chapelet de conflits impliquant, comme en RDC, une multitude d'acteurs. Il faut souligner toutefois que les pays sahéliens enclavés n'ont guère intérêt à voir se perpétuer l'instabilité en Côte d'Ivoire, en raison notamment de leur dépendance à l'égard des flux d'import/export qui transitent par les ports ivoiriens.

Quelle sortie de crise ?

La Côte d'Ivoire traverse sans aucun doute aujourd'hui la phase la plus critique de son histoire. Si la crise est aujourd'hui « suspendue » aux négociations, sa résolution est loin d'être acquise, vu l'ampleur des maux qui minent l'édifice national. Le pays est toujours coupé en deux et les « rebelles », qui ont su damer le pion à des troupes loyalistes sous-équipées, désorganisées et démotivées, ont posé des conditions de négociation qui ressortissent clairement au domaine politique. En regard des semaines passées, des surenchères de la rue et de l'équation politique locale, on voit mal le régime de L. Gbagbo accepter d'ouvrir totalement le jeu. Le potentiel de violence et les rancœurs accumulées, la radicalisation des attitudes des deux camps et l'engrenage des exactions d'une soldatesque de plus en plus autonome peuvent laisser craindre le pire. Plusieurs scénarios sont à envisager, parmi lesquels il ne faut pas

36. Juste à l'achèvement de cet article, une violente manifestation était organisée devant la base militaire d'Abidjan, réclamant la « livraison » de A. Ouattara. Pour la première fois, les militaires français ont dû intervenir contre la foule (grenades assourdissantes, gaz lacrymogènes, lances d'incendie) afin de disperser la manifestation. Cette crispation a entraîné la fermeture des écoles françaises.
37. Il a été reconnu par le président de l'Assemblée nationale Mamadou Koulibaly. Voir l'interview accordée au journal *La Croix* du 18 octobre 2002.

sous-estimer le rôle et l'influence possibles de la communauté internationale et, plus particulièrement, des bailleurs de fonds, qui ont largement pesé, faut-il le rappeler, dans l'évolution des quinze dernières années. En effet, en imposant une libéralisation tous azimuts et mal préparée, ignorant les particularités de l'histoire locale, les bailleurs ont largement privé l'État ivoirien des marges de manœuvre minimales pour le fonctionnement de ses régulations internes. Les « tenants de l'ajustement » devront s'en souvenir s'ils veulent aider réellement la Côte d'Ivoire, pilier essentiel de la sous-région, à sortir de sa crise structurelle.

Parmi les scénarios les plus sombres, celui de la guerre civile et du conflit régional n'est pas à écarter, malgré la signature d'un cessez-le-feu. Celui de l'« épuration ethnique » non plus, si l'on en juge par la répression et les menaces qui continuent de peser sur les « étrangers », dans l'acception large du terme aujourd'hui en vigueur : les risques de pogroms menés par les forces de sécurité et/ou par une fraction de la population civile radicalisée ne sont pas négligeables car, sous l'influence de certains faucons, le régime pourrait vite glisser dans les ornières d'un ethnonationalisme militarisé et d'une milicianisation de la société. Toutefois, la trajectoire suivie par la Côte d'Ivoire, tant à l'époque coloniale que depuis son indépendance, permet de relativiser ces scénarios catastrophes : une bonne moitié de la population ivoirienne est née avant la radicalisation ethnique du débat politique et reste attachée à un référentiel pluraliste ; le fonctionnement de l'État, malgré sa déliquescence progressive, n'a pas permis l'émergence de seigneurs de la guerre.

En revanche, il est plus réaliste que s'installe une situation intermédiaire de « ni guerre, ni paix », qui pourrait se perpétuer sur le modèle notamment de l'Ouganda. À savoir : une situation de pacification incomplète du pays par des forces armées restées pour l'essentiel loyales au régime ; le maintien dans le Nord d'une rébellion larvée et/ou d'une insécurité importante ; le retour à la normale dans les autres régions du pays, en particulier dans la « Côte d'Ivoire utile » : celle de l'économie de plantation du café et du cacao et des activités secondaires et tertiaires d'Abidjan. Cette partition de fait – qui correspond en pratique à la situation actuelle figée par le cessez-le-feu –, pourrait avoir les faveurs des tenants d'un Sud qui se trouverait enfin dégagé du poids d'un Nord si « étranger ». L'hypothèse est d'autant plus viable pour le pouvoir que, sur le plan économique et financier, le Nord, producteur de coton, ne représente qu'environ 5 % des recettes d'exportations. Elle pourrait s'accompagner d'une militarisation et d'un verrouillage du régime, ayant décapité toute opposition potentielle, sans pour autant empêcher le retour des investisseurs et de l'aide internationale… Mais elle bute néanmoins sur une évidence : l'ampleur des relations économiques et sociales et l'importance des flux migratoires

entre la côte et les savanes du Nord, qui comprennent aussi deux pays voisins, le Mali et le Burkina Faso, largement dépendants, comme nous l'avons rappelé, de l'économie ivoirienne et du port d'Abidjan.

Reste enfin un dernier scénario, beaucoup plus optimiste : celui du compromis et de la réconciliation nationale « à la Houphouët ». Il est toujours possible, tant le pays recèle de ressources politiques insoupçonnées. Sous Houphouët-Boigny, l'art de la négociation avait été érigé en technique de gouvernement et le clientélisme en « vertu politique », permettant, durant des décennies, de coopter les principaux opposants et d'assurer la stabilité. Cet art du gouvernement a profondément imprégné la culture et les imaginaires politiques, y compris de Laurent Gbagbo. La tenue du Forum de réconciliation l'an dernier et la teneur des débats ; la manière dont Bédié, Gueï et finalement le RDR de Ouattara ont été réintégrés dans le jeu politique après les élections locales ; la densité des liens personnels qui unissent tous les membres de la classe politique ivoirienne ; l'appât du gain, également, pourraient conduire les principaux leaders politiques à trouver une solution de compromis sur le mode de la « tontine politique ». Un tel scénario reste toutefois dépendant de la volonté et de la capacité des leaders actuels à jouer le jeu de la stratégie de sortie d'une crise nationale plutôt que celui de la tactique partisane qui a ruiné une grande partie de l'édifice ivoirien. Il implique aussi de sérieux préalables car, en acceptant et en validant l'état de fait créé par le coup d'État militaire de décembre 1999, la classe politique ivoirienne dans son ensemble a pris le risque historique d'ouvrir la boîte de Pandore. Désormais, le régime actuel et les régimes à venir seront sous la menace de factieux voulant régler par la force des problèmes statutaires… ou politiques. La réconciliation, indispensable à une solution durable, ne pourra avoir lieu sans un apurement des comptes du passé – au moins le plus récent –, qui permette de sortir enfin de la culture de l'impunité qui a progressivement gangrené le corps social ivoirien.

Richard Banégas et Bruno Losch

Le 22 octobre 2002